

Nouvelle-Calédonie : impasse stratégique et politique



Article rédigé par *Conflits*, le 26 août 2024

Source [Conflits] : En Nouvelle-Calédonie, la situation ne cesse d'empirer. L'économie est fragilisée et le processus de paix est dans l'impasse. La faute, notamment, à une absence française de réflexion sur les causes réelles du problème calédonien et à un manque de vision pour l'archipel.

C'est peu dire que l'État français s'est placé, en Nouvelle-Calédonie, dans une position impossible. La ruine économique menace le territoire après trois mois de troubles et, surtout, d'incertitudes et de peurs concernant l'avenir. Les tensions « communautaires » se sont embrasées, le racisme anti-Blancs ayant désormais aussi libre cours que le vieux mépris, parfois teinté de haine, des Européens envers les Kanaks. Devant cette réalité, l'exode des Français de l'île ayant des attaches en métropole semble avoir commencé, ce qui menace tous les équilibres démographiques et donc politiques à l'avenir. L'échec de ce qui a été entrepris depuis 40 ans est total : tout cela n'aura servi à rien.

Les élections provinciales qui se profilent

L'État ne peut même pas espérer que les choses reviennent à une sorte de normalité en jouant la montre et la lassitude, car déjà d'autres échéances arrivent qui vont remettre à l'ordre du jour les questions qu'il aurait pu espérer mettre sous le tapis. En effet les élections provinciales, déjà reportées, vont devoir avoir lieu avant la fin 2024. L'alternative est simple : soit le projet de réforme constitutionnelle sur le dégel (très partiel) de la liste électorale dite « spéciale » des Français admis à voter – ceux considérés comme étant des « Calédoniens » – (projet suspendu en juin par M. Macron face aux émeutes que son vote à Paris avait causées sur le Caillou) est adopté par le Parlement à temps pour s'appliquer à ces élections, soit il ne l'est pas.

[Lire la suite](#)